



# PRÉFET DE LA SAVOIE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Service de la Coordination  
des Politiques Publiques

Guichet unique des installations classées  
pour la protection de l'environnement (ICPE)

Chambéry, le 23 MAI 2024

## Arrêté préfectoral n°ICPE-2024-039 portant mise en demeure

-----  
**Société AXIA**  
**Commune d'ESSERTS-BLAY (73540)**  
-----

*Le Préfet*  
*Chevalier de l'Ordre National du Mérite*  
*Chevalier des Palmes académiques*

**VU** le code de l'environnement, notamment le livre I<sup>er</sup>, titre VII (dispositions communes relatives aux contrôles et aux sanctions) et les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1 et R. 171-1, et le livre V, titre I<sup>er</sup> (installations classées pour la protection de l'environnement) et les articles L. 511-1 et L. 514-5 ;

**VU** le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. François RAVIER, en qualité de préfet de la Savoie, à compter du 23 août 2022 ;

**VU** le décret du 27 avril 2023 portant nomination de Mme Laurence TUR, en qualité de secrétaire générale de la préfecture de la Savoie ;

**VU** l'arrêté préfectoral SCPP n°22-2023 du 22 mai 2023 portant délégation de signature à Mme Laurence TUR, secrétaire générale de la préfecture de la Savoie ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> octobre 2015 actualisant les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 4 février 2003 autorisant la société AXIA à exploiter un centre de tri, transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux, ainsi qu'un centre de tri, transit et regroupement de déchets métalliques non dangereux et un centre VHU au sein de son établissement situé sur la commune d'Esserts Blay ;

**VU** le rapport de l'inspecteur de l'environnement de la Direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne Rhône-Alpes du 27 mars 2024 établi suite à sa visite du 29 février 2024, et transmis à l'exploitant par courrier du 27 mars 2024 dans le cadre de la procédure contradictoire prévue à l'article L171-6 du code de l'environnement ;

**VU** l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que, lors de la visite du 29 février 2024, il a été constaté la présence de 2 bennes remplies de bouteilles de gaz, soit environ 60 m<sup>3</sup> en tout ;

**CONSIDÉRANT** que ces déchets dits "indésirables", classés déchets dangereux, doivent être dirigés vers une installation appropriée et conforme à la réglementation, comme prévu par l'article 7.1.5 de l'arrêté préfectoral du 1er octobre 2015, et non accumulés et traités sur le site d'Esserts-Blay, qui n'est pas autorisé pour le traitement des déchets dangereux autres que les VHU ;

**CONSIDÉRANT** que les démarches engagées par l'exploitant pour faire évacuer le stock de bouteilles de gaz historique ne garantissent cependant pas l'évacuation rapide de la totalité des bouteilles ;

**CONSIDÉRANT** les risques d'explosion liée à la présence sur site de ces bouteilles de gaz, à proximité de déchets combustibles ;

**CONSIDÉRANT** que la société AXIAa été invitée à faire part de ses observations au préfet de la Savoie sous un délai de 15 jours à compter de la réception de la copie du rapport du service d'inspection de la DREAL du 27 mars 2024 , dans le cadre de la procédure contradictoire particulière précitée ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient de faire usage des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement afin de faire respecter les dispositions précitées de l'arrêté préfectoral d'autorisation du site ;

**SUR** proposition de madame la Secrétaire générale de la préfecture de la Savoie,

## **A R R Ê T E**

### **Article 1. Mise en demeure**

La société AXIA, représentée par son président monsieur Anthelme TUMBACH (SIRET 39822926000011), et dont le siège social est établi en ZAC du Château, route de l'industrie 73540 ESSERTS-BLAY, exploitant notamment une installation de tri, transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux au sein de son établissement situé à la même adresse est mise en demeure de réaliser les actions suivantes :

Afin de respecter la superficie ou les volumes limites autorisés fixés aux articles 1.2.2 et 7.1.1 de l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> octobre 2015, et les dispositions de l'article 7.1.5 relatif aux déchets non conformes, l'exploitant devra faire évacuer, vers les installations appropriées et conformes à la réglementation, les bennes de bouteilles de gaz, en particulier les 2 bennes constatées lors de la visite du 29 février 2024.

L'exploitant communiquera les justificatifs de ces opérations à la DREAL sous 3 mois à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

### **Article 2. Sanctions**

A défaut d'exécution des dispositions prévues à l'article 1 du présent arrêté, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

### **Article 3. Notification et publicité**

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, cet arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État en Savoie pendant une durée minimale de deux mois.

#### **Article 4. Délais et voies de recours**

En application de l'article L. 171-11 du Code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R.421-1 du code de justice administrative, il ne peut qu'être déféré au Tribunal Administratif de Grenoble, juridiction administrative territorialement compétente par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai susmentionné.

#### **Article 5. Exécution**

Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Savoie et monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à Monsieur le maire d'Esserts-Blay.

Le préfet

Pour le Préfet et par délégation  
La secrétaire générale  
Laurence TUR